

18 rue du Sentier, 75002 Paris, France
13 rue des Chenebières, 63200 Prompsat, France
+33 (0)6 48 08 91 90
pdufouracmh@antoine-dufour.com
tableau national de l'ordre S18337
www.antoine-dufour.com

Hôtel National des Invalides
129, rue de Grenelle
75700 Paris Cedex 07

BAS-RHIN - RÉGION GRAND-EST

NATZWILLER

Ancien Camp de Natzweiler Struthof
Route Départementale 130
67130 Natzwiller

RESTAURATION DE LA BARAQUE CUISINE
DE L'ANCIEN CAMP DE CONCENTRATION DE NATZWEILER-STRUTHOF

CCTP COMMUN

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES
FÉVRIER 2025

Architecte en Chef des Monuments Historiques
PIERRE DUFOUR

18, rue du sentier
75002 PARIS

T 06 48 08 91 90
M pdufouracmh@antoine-dufour.com

Economiste sous-traitant
CABINET FRANCOIS

14, rue de Queuleu
57070 METZ

T 03 87 36 82 75
M pfrancois@cabinetvmh.com

BET Structure
EQUILIBRE STRUCTURES

10, rue Saint-Nicolas
75012 PARIS

T 01 47 42 04 87
M c.millon@equilibre-structures.fr

BET Electrique
B3E

38, rue Paul Diacre
57000 METZ

T 03 87 75 02 19
M b3elorrain@aol.com

MAITRE DE L'OUVRAGE

ONACVG
Hôtel National des Invalides
128 rue de Grenelle
75700 Paris

Ancien camp de Natzweiler Struthof

Restauration de la baraque cuisine

Ind. G 29/04/25

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.)

COMMUN A TOUS LES LOTS

ARCHITECTE MANDATAIRE

Pierre Dufour ACMH
18, rue du Sentier
75002 Paris
Tél : 06 48 08 91 90
pdufouracmh@antoine-dufour.com

B.E.T. Structure

Equilibre Structures
10, rue Saint-Nicolas
75012 Paris
Tél. : 01 47 42 04 87
contact@equilibre-structures.fr

ECONOMISTE M.H.

Cabinet François
14, rue de Queuleu
57070 Metz
Tél : 03 87 36 82 75
contact@cabinetvmh.com

B.E.T. Electricité

B3E
38, rue Paul Diacre
57000 Metz
Tél. : 03 87 75 02 19
b3elorrain@aol.com

Table des matières

CHAPITRE 1	: CLAUSES COMMUNES PROPRES AU CHANTIER	3
1.1.1.	OBJET DU CHANTIER.....	3
1.1.2.	CONDITIONS D'EXECUTION	3
1.1.3.	LIMITE DES PRESTATIONS.....	3
1.1.4.	COORDINATION AVEC LES AUTRES ENTREPRISES	4
1.1.5.	RECONNAISSANCE DES LIEUX – CONTRAINTES LIEES A LA PARTICULARITE DU SITE	4
1.1.6.	HORAIRES DE TRAVAIL.....	5
1.1.7.	INDEMNITES DE PANIER ET DEPLACEMENTS DIVERS.....	5
1.1.8.	MISE EN REGIE.....	5
1.1.9.	TRAVAUX EN DEPENSES CONTROLEES	5
1.1.10.	INSTALLATIONS COMMUNES DE CHANTIER.....	5
1.1.11.	SUJETIONS DIVERSES A LA CHARGE DES ENTREPRISES	6
1.1.12.	SUJETIONS LIEES A L'EXPLOITATION DE L'EDIFICE.....	6
1.1.13.	SUJETIONS LIEES A LA NATURE SPECIFIQUE DES TRAVAUX	6
1.1.14.	ASSURANCE	7
CHAPITRE 2	: CLAUSES GENERALES PROPRES AU PRESENT LOT.....	8
2.1.1.	DOCUMENTS TECHNIQUES CONTRACTUELS	8
2.1.2.	ECHAFAUDAGES	8
2.1.3.	SUJETIONS PARTICULIERES D'EXECUTION DES TRAVAUX	9
2.1.4.	PROTECTION DES EXISTANTS	10
2.1.5.	MODE DE METRE	10
2.1.6.	TRAITEMENT DES DECHETS DE CHANTIER	11
2.1.7.	CONTROLE DES MATERIAUX.....	12
2.1.8.	SUJETIONS POUR TRAVAUX EN PRESENCE DE PLOMB ET D'AMIANTE	12
2.1.9.	DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES.....	13
2.1.10.	PROJETS DE DECOMPTE ET CONSTATATION DES QUANTITES D'OUVRAGES EXECUTEES.....	13

1.1.1. OBJET DU CHANTIER

Restauration et réaménagement de la baraque cuisine de l'ancien camp de concentration de Natzwiller Struthof, sur la commune de Natzwiller dans le département du Bas-Rhin.

1.1.2. CONDITIONS D'EXECUTION

- Les travaux seront toujours exécutés conformément aux directives de l'Architecte ou soumis à son approbation.
- Les techniques traditionnelles seront utilisées en priorité et respecteront les sujétions des D.T.U. et des normes françaises N.F.
- L'utilisation de matériaux nouveaux ou de procédés de construction non traditionnels devra faire l'objet de justifications techniques précises. Le cas échéant, l'avis technique du C.S.T.B. sera requis.
- Pour les ouvrages non agréés par le C.S.T.B., l'entrepreneur devra souscrire, en sus de son annexe individuelle de base, un engagement de responsabilité décennale.

En tout état de cause, seront respectés :

- la réglementation en vigueur relative à la protection des bâtiments contre l'incendie,
- le règlement sanitaire départemental,
- les prescriptions relatives à la sécurité des travailleurs,
- les instructions et recommandations du coordonnateur santé et sécurité.

1.1.3. LIMITE DES PRESTATIONS

Les prestations devront comprendre pour tous les corps d'états :

- les essais et prototypes pour l'ensemble des ouvrages prévus à soumettre à l'approbation du maître d'œuvre
- les plans d'exécution des ouvrages, les notes de calcul et de dimensionnement des ouvrages à soumettre au bureau de contrôle et au maître d'œuvre pour validation avant tout début d'exécution
- les dessins d'exécution et les détails des ouvrages qui sont à soumettre au visa du Maître d'œuvre avant toute exécution
- les attachements écrits et figurés ou photographiques nécessaires à la localisation des travaux exécutés, plus particulièrement, ceux appelés à être cachés ou ceux n'ayant qu'une durée provisoire. Les attachements en 3 exemplaires seront cotés, datés, et soumis au visa de l'Architecte, Maître d'œuvre.

En cas de non-production des attachements en temps utile pour permettre de constater qu'ils sont conformes aux travaux exécutés, des estimations provisoires seront faites en accord avec l'économiste : les attachements produits après les possibilités de contrôle ne seront pas reconnus.

- Les décomptes définitifs devront décrire les travaux avec précision et les localiser avec exactitude ; à chaque décompte devront être joints les attachements correspondant aux travaux décrits dans ledit décompte.
- La fourniture et la pose des ouvrages tels que définis au descriptif du C.C.T.P. et aux bordereaux de prix B.P.U. ou D.P.G.F.
- les prototypes et les échantillons à la demande de l'Architecte.
- La protection des ouvrages.
- Les fournitures et les prestations annexes ou complémentaires ne figurant pas dans les documents contractuels mais qui sont indispensables pour une exécution complète des ouvrages conformes aux normes françaises et D.T.U. en vigueur

1.1.4. COORDINATION AVEC LES AUTRES ENTREPRISES

L'entrepreneur devra se mettre en rapport avec les autres corps d'état afin de régler tous les détails d'intervention sur le chantier.

La présente opération fait l'objet de 6 lots listés ci-après :

Lot 01 – Couverture (tranche unique)

Lot 02 – Charpente – Structure (tranche unique)

Lot 03 – Maçonnerie – VRD (une tranche ferme et 2 tranches optionnelles)

Lot 04 – Menuiserie bois (tranche unique)

Lot 05 – Serrurerie (tranche unique)

Lot 06 – Electricité (tranche unique)

Les travaux du **lot n°3** se distinguent en trois tranches en fonction des fouilles de reconnaissance des massifs de fondation de l'édifice.

Tranche ferme (réalisé en 2 phases) : réalisation de longrine en béton armé, le refouillement de sol et remplissage en gros béton, les fouilles de reconnaissances sous contrôle archéologique.

Tranche optionnelle 1 : réalisation de micropieux et leur massif de tête compris terrassement.

Tranche optionnelle 2 : réalisation d'injections de régénération de maçonnerie dans le cas où des massifs existants présenteraient de légers désordres.

1.1.5. RECONNAISSANCE DES LIEUX – CONTRAINTES LIEES A LA PARTICULARITE DU SITE

Accès et stationnement des véhicules des intervenants sur le chantier

- l'accès à la zone d'intervention se fera depuis la D130, puis emprunter l'accès secours jusqu'à la baraque cuisine au bout de l'allée. Les véhicules sont limités à un poids total en charge de 3.5T.
- la desserte du chantier à l'intérieur des limites du camp haut (approvisionnements, repli) sera à assurer en dehors des heures de visite du site qui sont :
 - du 1^{er} février au 30 décembre : 9h00 à 17h30
 - du 16 avril au 30 septembre : 9h00 à 18h30
- le stationnement des véhicules de toute nature, hors de la zone de chantier est interdit pendant les heures de visite. Un espace sera réservé aux véhicules des intervenants sur le chantier dans une zone du parking désignée par le maître d'ouvrage.

Comportement des intervenants sur le chantier :

- tout l'espace d'intervention est un site de mémoire et un sanctuaire, le chantier se déroulant à la fois sur l'espace du camp. A ce titre, il est interdit :
 - de s'asseoir par terre ;
 - d'écouter de la musique ou de la radio ;
 - de fumer ;
 - et de téléphoner dans et à proximité immédiates des blocs.
- d'autre part, une tenue correcte est exigée de chacun des intervenants et le travail doit se faire avec discrétion (ne pas parler fort, ne pas chanter ou siffler etc.)

Avant la remise de son offre, l'entrepreneur prendra connaissance de l'état des lieux pour se rendre compte de la nature des travaux à effectuer. Il tiendra compte, dans ses prix, des sujétions particulières d'accès au chantier et des difficultés éventuelles de mise en œuvre des matériaux et de réalisation des ouvrages.

Par le seul fait de soumissionner, l'entrepreneur certifie s'être rendu sur place pour apprécier les conditions d'accès et d'exécution et avoir intégrer dans son offre toutes les sujétions y afférent.

1.1.6. HORAIRES DE TRAVAIL

Il ne sera jamais accepté de majorations pour le cas où la durée hebdomadaire du travail serait supérieure à la durée légale : il en sera de même pour les travaux exécutés de nuit ou le dimanche, exception faite du seul cas où le maître d'ouvrage en fera la demande expresse écrite à l'entrepreneur.

1.1.7. INDEMNITES DE PANIER ET DEPLACEMENTS DIVERS

Tous les frais de panier, petits et grands déplacements, indemnités de transport quelles que soient les raisons ou la nature, sont compris dans les prix établis par l'entrepreneur.

1.1.8. MISE EN REGIE

Sans objet

1.1.9. TRAVAUX EN DEPENSES CONTROLEES

- Les travaux en dépenses contrôlées feront l'objet d'attachements écrits précisant en jours et en heures le temps passé par les ouvriers de chaque catégorie. Ces attachements seront établis par l'entrepreneur qui devra les soumettre, en temps opportun, pour acceptation au Maître d'Œuvre.
- Ils engagent la responsabilité de l'entrepreneur au regard de ses travaux et des dommages pouvant être causés aux tiers, responsabilité pour laquelle l'entrepreneur doit contracter toutes assurances utiles et en justifier.
- Les modalités de règlement de ces travaux sont fixées aux bordereaux de prix.

1.1.10. INSTALLATIONS COMMUNES DE CHANTIER

A la charge du lot 2 Charpente et mis à disposition des autres corps d'états de l'opération

- fourniture, pose et entretien d'un panneau de chantier réalisé suivant les indications du maître d'œuvre et comportant les renseignements écrits et graphiques en polychromie. Il devra être mis en place dès la signature du marché et au plus tard dans un délai de quinze jours suivant la date du début des travaux fixée par le premier ordre de service.
- Installation d'une base vie comprenant bungalows à usage de vestiaires, sanitaires et réfectoires ;
- aménagement de zones de stockage sur le site ;
- clôture de chantier ;
- protection des sols ;
- branchements provisoires des fluides du chantier et de la base vie (eau, électricité, assainissement) ; les consommations sont prises en charge par le maître d'ouvrage ;
- installation d'éclairage et de signalisation, palissade de chantier garantissant le contrôle d'accès et la sécurité du chantier.

L'entrepreneur proposera une implantation complète des installations à sa charge qui devra être approuvée lors de la réunion préparatoire de chantier par l'Architecte et le Maître de l'Ouvrage.

1.1.11. SUJETIONS DIVERSES A LA CHARGE DES ENTREPRISES

- L'entreprise exécute les trous, scellements et raccords qui sont nécessaires à l'exécution des prestations faisant l'objet des travaux qui lui incombent.
- Chaque entreprise doit :
 - laisser le chantier propre et libre pendant et après l'exécution de ses prestations (nettoyage quotidien),
 - évacuer ses propres déblais quotidiennement, soit sur un lieu de stockage fixé par le Maître d'Œuvre, soit à la décharge publique,
 - nettoyer et remettre en état les installations qu'elle aura salies ou détériorées, pendant et en fin de chantier,
 - l'installation et la location pendant toute la durée des travaux de toutes protections et signalisations nécessaires à la sécurité du public et des travailleurs,
 - La location pendant toute la durée ou délai contractuel du marché, des étalements, cintrages, bâchages, échafaudages, etc...
 - Les remaniements des planchers d'échafaudages, bâchages, nécessaires aux travaux,
 - Tous transports, coltinage de répartition quelle que soit la distance et le montage ou la descente quelle que soit la hauteur. La pose, location, dépose, double transport, de tous platelages et agrès nécessaires à ces manutentions,
 - Les frais résultants des obligations de l'entrepreneur concernant sa responsabilité, l'organisation et la police des chantiers, conformément à l'article 31 du Cahier des Clauses Administratives Générales, ainsi que toutes dispositions des textes contractuels.

1.1.12. SUJETIONS LIEES A L'EXPLOITATION DE L'EDIFICE

Les prix du marché sont calculés en tenant compte des sujétions que comportent :

- le respect des instructions du Maître d'Œuvre sur les heures d'entrée et de sortie des ouvriers,
- l'emplacement et le stockage des matériaux et matériels,
- l'interruption de travail consécutive au fonctionnement ou à l'exploitation du monument avec, pour corollaire, le respect des mesures prescrites pour ne pas gêner le service
- le respect impératif du parcours imposé par le responsable de l'édifice ou l'Architecte, Maître d'Œuvre.
- l'entrepreneur fera connaître au responsable de l'édifice les accès et les limites du chantier et il en assurera la clôture. De même, il aura à sa charge, toutes les dispositions pour assurer la sécurité du lieu si celle-ci devait être menacée du fait de ses installations et ce sur simple demande du maître d'œuvre.
- le temps perdu pour difficultés d'accès, de circulation, de montage, relais et reprises de transports, etc. quelle que soit la distance.

NOTA : Le déplacement et le stockage de tous le mobilier (hors bacs en béton) et divers objets entreposés dans la baraque cuisine sont à la charge du maître d'ouvrage.

1.1.13. SUJETIONS LIEES A LA NATURE SPECIFIQUE DES TRAVAUX

SUR LES MONUMENTS HISTORIQUES

Les prix du marché tiennent implicitement compte :

- de la nature particulière des travaux de restauration d'édifices anciens, pour lesquels il importe d'harmoniser les parties refaites avec les anciennes,
- de l'obligation rigoureuse d'employer une main d'œuvre qualifiée,
- de la mise en œuvre "à façon" (matériaux de réemploi) ; il ne sera jamais rien payé en supplément de la valeur réelle de la main d'œuvre pour la pose de ces matériaux. En raison de l'intérêt du réemploi des éléments anciens, des précautions seront à prendre par les entrepreneurs, notamment pour leur

manutention et leur conservation en bon état jusqu'à la repose. Dans le cas de défectuosité normalement décelable, les entrepreneurs devront faire des réserves et en informer le Maître d'Œuvre.

1.1.14. ASSURANCE

L'entreprise doit être titulaire d'une garantie spéciale couvrant la responsabilité résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792.2 et 2.270 du Code Civil pour les ouvrages qui, du fait de leurs caractéristiques archéologiques ou historiques, ne répondent pas aux normes, D.T.U., et règles de calculs. Il en sera de même pour les ouvrages mettant en œuvre des matériaux de récupération, fournis ou non, par l'entreprise.

2.1.1. DOCUMENTS TECHNIQUES CONTRACTUELS

- ceux énumérés au C.C.A.P.

2.1.2. ECHAFAUDAGES

Les échafaudages seront toujours établis conformément :

- aux normes en vigueur ;
- à l'arrêté du 21 décembre 2004 relatif aux vérifications des échafaudages et modifiant l'annexe de l'arrêté du 22 décembre 2000 relatif aux conditions et modalités d'agrément des organismes pour la vérification de conformité des équipements de travail ;
- à la "CIRCULAIRE DRT 2005/08 du 27 juin 2005 relative à la mise en œuvre du décret du 1er septembre 2004 et de l'arrêté du 21 décembre 2004" ;
- aux règlements de Ville et de Police ;
- aux règlements en vigueur concernant la prévention des accidents et la sécurité des travailleurs et des tiers ;
- aux directives du coordonnateur d'hygiène et sécurité ;

Les planchers de travail seront :

- d'une largeur de 0.80ml avec un passage minimal de 0.70ml en tous points de l'échafaudage ;
- espacés en hauteur tous les 2.00ml le passage libre ne devant jamais être inférieur à 1.80ml.

La mise en œuvre du matériel devra respecter les règles suivantes :

- Maintenance mensuelle du bon fonctionnement, nettoyage et contrôle général des fixations, des contacts électriques, nettoyage etc. à la charge du lot 2 charpente

Echafaudages au droit des façades à restaurer

Echafaudages verticaux classe « 4 » pour charges lourdes 350 kg/m² minimum (système laissé au choix de l'entreprise) comprenant montage, location pendant toute la durée contractuelle des travaux, démontage et double transport ainsi que tous remaniements nécessaires pour l'exécution des travaux. L'entrepreneur prévoira les avancées nécessaires au droit des renforcements, baies, surplomb, etc...

- tous les renforts nécessaires (étais etc.) seront réalisés pour reporter les charges sur les sols notamment au droit des planchers dont les sections sont insuffisantes ou fragilisées par des pièces de bois cassées, des appuis instables etc.

Les différents niveaux de planchers seront desservis pour l'accès des intervenants par des échelles à trappe.

Pour la desserte des niveaux de travail, l'entrepreneur installera une sapine équipée de treuil électrique. (compter dans le prix des échafaudages)

Dispositions particulières

- Les échafaudages devront comporter des systèmes d'interdiction d'escalade de la part des personnes non autorisées. Ces dispositions seront à soumettre à l'approbation du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre ;
- l'ensemble des échafaudages seront équipés d'un filet coupe-vent ;
- les échafaudages feront l'objet d'une note de calcul réalisée par le titulaire du présent lot Couverture contrôlée par un organisme agréé à la charge et aux frais du titulaire du lot ci-avant ;

- après leur installation et pose, les échafaudages seront réceptionnés par un organisme agréé, une copie du PV de réception sans réserve sera transmise à la maîtrise d'œuvre, au maître d'ouvrage et au coordonnateur SPS ;
- une convention d'utilisation des échafaudages devra être établie entre les titulaires des différents lots ;
- les échafaudages seront élevés jusqu'à 2m au-dessus des parties les plus élevées à restaurer ;
- treuil pour approvisionnement ;
- compris pare-gravois ;
- compris mise à la terre des échafaudages.

Echafaudages à la charge lot n°2 Charpente - Structure

- Echafaudages extérieurs reposant au sol jusqu'à 2 m au-dessus de l'égout ;
- Echafaudages intérieurs de pied et plancher de travail pour intervention sur la charpente et parois verticales ;
- Etalement complet de la charpente sur tours de chevalement depuis l'intérieur ;
- La mise à disposition des autres lots.

Sujétions à prendre en compte par l'ensemble des corps d'état de l'opération

Tous les échafaudages, agrès et protections en complément des installations prévues ci-avant nécessaires à l'exécution des ouvrages et qui ne font pas l'objet d'articles spécifiques sont à inclure dans les prix unitaires du marché.

2.1.3. SUJETIONS PARTICULIERES D'EXECUTION DES TRAVAUX

Précautions à prendre en matière de prévention contre l'incendie

- Accès aux façades :
 - Tous matériel ou installation présentant, en cas d'incendie, un risque de propagation à l'édifice doit être placé à plus de 10 m des façades (groupe électrogène, atelier de soudure, véhicules etc....)
- Eclairage :
 - Un éclairage de sécurité de balisage doit être installé sur le chantier pour permettre l'évacuation des ouvriers et faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers
- Alerte :
 - Des moyens provisoires d'alerte doivent être installés dans les espaces importants ou présentant un danger particulier.
 - Si des orifices sont ouverts pour des raisons quelconques dans des parois, planchers, la résistance au feu de ces derniers doit être rétablie à la demande de l'entrepreneur intervenant sous les directives du maître d'œuvre.
 - Les locaux présentant des risques particuliers d'incendie, ou à potentiel calorifique important doivent être isolés des autres parties des bâtiments, locaux ou dégagements, par des murs ou des planchers au moins coupe-feu de degré 1 heure avec portes de même degré coupe-feu, munies de ferme porte. Les toitures seront protégées de la même façon que les planchers.
 - Sont notamment considérés comme locaux à risques particuliers : les locaux d'archives, les réserves, les locaux comportant des installations de ventilation mécanique contrôlées, des installations de conditionnement d'air, les machineries d'ascenseur, les locaux abritant des groupes électrogènes, les postes de livraison et de transformation électrique, les cellules hautes tension, les dépôts de liquides ou gaz inflammables etc...

Consignes concernant tous les travaux

Les entrepreneurs doivent prendre toutes précautions utiles afin qu'aucun sinistre ne se déclare et notamment, il est interdit :

- 1) D'effectuer en présence du public, des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou qui apporterait une gêne à son évacuation,
- 2) D'effectuer des travaux par points chauds sans autorisation préalable (permis de feu) et sans respect des consignes particulières concernant ce type de travaux,
- 3) D'effectuer des travaux par points chauds simultanément à d'autres travaux présentant des risques d'explosion (utilisation de solvants, colles, cires, peintures etc...)
- 4) De déposer des matériaux ou gravats dans les cheminements d'évacuation ainsi que sur les voies réservées aux véhicules de secours,
- 5) De stocker des liquides inflammables en dehors des locaux aménagés à cet effet et de les utiliser en présence du public

Etalement

La nature des travaux imposera la mise en place de petits étais provisoires, leur valeur (fourniture des bois, montage, mise en place, location et dépose) est à inclure dans les prix unitaires du marché tant qu'ils ne nécessitent pas de calculs de la part d'un bureau d'étude.

Protection des passages des usagers des locaux

- les échafaudages installés à proximité des passages du public ou des usagers des lieux, seront protégés par tous moyens appropriés étant entendu que ces passages seront en fonction pendant la durée des travaux.

Sont inclus la valeur des sujétions suivantes :

- double transport du matériel
- éclairage éventuel ainsi que les droits de voirie et la signalisation routière légale.
- pose, dépose et location de l'ouvrage pendant la durée des travaux
- grillage anti-graffitis à la demande du maître d'œuvre

Les prix de ces protections sont à inclure dans les prix unitaires du marché.

Traitement des bois

Le traitement, fongicide et insecticide par trempage des bois neufs, est à inclure dans les prix de fourniture. Ce traitement devra être incolore.

2.1.4. PROTECTION DES EXISTANTS

L'entrepreneur doit prévoir toutes les dispositions nécessaires pour assurer la protection des ouvrages existants et notamment des éléments anciens (sol, élévation, surplomb, voûte, arc, épiderme, parement, moulures, sculpture, peinture menuiserie, vitraux etc..) ainsi que la totalité des travaux faisant l'objet du marché.

L'attention de l'entreprise est plus particulièrement attirée sur le fait qu'elle devra prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'éviter toutes dégradations des voies d'accès à la zone de chantier sur l'emprise du camp lors des circulations et manœuvres de ses véhicules.

2.1.5. MODE DE METRE

Tous les lots seront réglés à prix forfaitaire.

2.1.6. TRAITEMENT DES DECHETS DE CHANTIER

Tri sélectif, valorisation et élimination finale

Dispositions générales

- tous les coltinages horizontaux, verticaux et toutes manutentions pour chargement en bennes, camions, conteneurs, etc....
- tri sélectif et collecte dans bennes ou conteneurs appropriés aux déchets et orientation vers les filières de recyclage et/ou de revalorisation compris tous les frais d'acheminement et d'élimination.
- contrôle de l'élimination finale, conformément à la réglementation en vigueur.

Les déchets seront enlevés au fur et à mesure des déposes et démolitions et ne devront en aucun cas être stockés sur le chantier.

Les déchets sont à trier suivant les trois catégories ci-après :

- les déchets industriels dangereux : ce sont des déchets qui contiennent des éléments toxiques comme les solvants, les peintures, les décapants, les diluants, les colles, les bois traités, ... Leur élimination nécessite un traitement particulier.
- les déchets industriels banals : assimilables aux ordures ménagères, ils ne sont pas dangereux pour l'environnement et sont constitués de métaux, plastiques, plâtre, verres, pvc, ...
- les déchets inertes : ce sont des déchets qui ne se décomposent pas et qui proviennent essentiellement de chantiers (gravats, ...)

Dispositions particulières

- traitement des déchets suivant normes en vigueur du code de l'environnement,

Les entreprises prendront l'ensemble des mesures nécessaires pour réaliser un tri à la source des différents types de déchets, en respectant les cahiers des charges des différentes filières de valorisation ou d'élimination qui apportent des précisions quant aux modalités de dépose, collecte séparée et transport de ces déchets à respecter. Plus particulièrement les entreprises :

- déposeront sélectivement les matériaux valorisables et notamment non dangereux (plâtre, métaux, bois, plastiques rigides, PVC, menuiseries vitrées, inertes, etc...) en s'appuyant sur les consignes de tri de l'organisme coordonnateur agréé pour le bâtiment (OCAB) ;
- contractualiseront avec un gestionnaire de déchets référencé par un éco-organisme (Valobat ou équivalent) pour bénéficier de la prise en charge des coûts de traitement des déchets triés ;
- déclareront le chantier à un éco-organisme (Valobat ou équivalent) en détaillant les informations demandées et en précisant à l'éco-organisme le gestionnaire de déchets référencé ;
- prendront toutes les mesures pour éviter les pollutions croisées avant que les déchets soient placés dans des contenants adaptés.

Les Entrepreneurs s'appuieront utilement sur, notamment :

- le plan départemental de gestion des déchets du B.T.P.
- les projets d'aménagements des communes concernées par une plate-forme de stockage des déchets du B.T.P.

Chaque entreprise fournira le(s) bordereau(x) de suivi des déchets de chantier de bâtiment, chaque bordereau de suivi comprendra 4 exemplaires par benne, camion ou conteneur :

- exemplaire n° 1 à conserver par l'entreprise
- exemplaire n° 2 à conserver par le collecteur - transporteur
- exemplaire n° 3 à conserver par l'éliminateur
- exemplaire n° 4 à retourner dûment complété au Maître d'Ouvrage via le Maître d'œuvre pour vérification et visa

Nota : les entreprises fourniront en annexe à leur offre, le(s) certificat(s) de prise en charge de leurs déchets par le(s) centre(s) qu'elles envisagent de solliciter.

Lors de la période de préparation, le titulaire fournira le schéma d'organisation et de suivi des déchets de chantier (SOSED) dont les caractéristiques répondent aux points suivants :

- centre de stockage ou centre de regroupement ou unités de recyclage ou lieu de réutilisation où seront acheminés les différents déchets à évacuer,
- méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents types de déchets.

Localisation

L'ensemble des déchets provenant des travaux de la présente opération.

Mode de métré

Prestation à inclure dans les prix unitaires du marché lorsqu'ils ne font pas l'objet de postes spécifiques à la DPGF.

2.1.7. CONTROLE DES MATERIAUX

La provenance des matériaux doit être identifiable et le marquage CE est obligatoire.

Les matériaux employés correspondent aux prescriptions définies dans chaque Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ou sont équivalents tant au niveau de leurs aspects que de leurs caractéristiques dimensionnelles. Au point de vue de leurs caractéristiques techniques, celles-ci sont au moins équivalentes.

Les matériaux proviennent de marques notoirement connues de manière à s'affranchir de tous problèmes de rupture de stock et de suivi de la livraison.

Les matériaux équivalents que propose l'entreprise ne doivent pas compromettre l'obtention des résultats souhaités (thermique - acoustique - feu).

La Maîtrise d'œuvre se réserve la possibilité de refuser les marques proposées si celles-ci ne présentent pas les qualités demandées dans les documents contractuels.

En cours d'exécution, les Entrepreneurs sont tenus de produire sur le champ, à la demande du Maître d'œuvre et/ou du Contrôleur Technique, toutes justifications sur la provenance et la qualité des matériaux. Pour cela, en début de chantier, les Entrepreneurs donnent le nom de la personne chargée d'assurer le contrôle des matériaux et de leur mise en œuvre.

Condition d'emploi des matériaux non normalisés

Les matériaux non normalisés ne sont mis en œuvre que sur demande de l'Architecte, et l'Entreprise doit lui fournir toutes les justifications de la bonne tenue dans le temps de ces matériaux. L'entrepreneur doit également les essais de convenance demandés par l'Architecte.

En cas de doute, il appartient à l'Entreprise d'explicitier ses réserves par écrit à l'architecte.

2.1.8. SUJETIONS POUR TRAVAUX EN PRESENCE DE PLOMB ET D'AMIANTE

Suivant réglementation en vigueur

Les entreprises sont tenues de prendre connaissance des diagnostics plomb et amiante avant travaux et, ainsi, intégrer à leurs offres toutes les sujétions liées à la présence de ces matériaux.

L'entreprise est tenue d'appliquer dans toute sa rigueur la réglementation définie par le Code du Travail, ainsi que les décrets, lois et textes qui le complètent.

Toutes les mesures de protections seront prises en compte selon les prescriptions du plan général de sécurité établi par le Coordonnateur S.P.S., la note d'organisation du chantier et les diagnostic plomb et amiante. Les précautions à prendre, l'achat des équipements spéciaux, l'amenée du matériel spécifique à ces travaux, les mesures et analyses réglementaires, le coût de traitement des déchets et les indemnités diverses versées aux compagnons ou au personnel de l'entreprise, sont à la charge des entreprises concernées et donc inclus dans le prix global soumissionné.

2.1.9. DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES

Pour l'ensemble des lots

Les entrepreneurs dit remettre à minima 2 semaines avant la date fixée pour les OPR, en version dématérialisée, le DOE provisoire au maître d'œuvre. L'entrepreneur doit ensuite remettre au maître d'œuvre le DOE définitif le jour organisé pour les OPR.

Le DOE comprendra :

- les plans des tous les ouvrages tels que réellement approuvés et exécutés,
- notes de calcul,
- les fiches techniques des matériaux mis en œuvre,
- les consignes d'exploitation et les garanties fabricant,
- les directives de conduite et d'entretien des matériels installés (DIUO),
- les notices techniques et descriptives de tous les matériaux et matériels mis en œuvre,
- les attestations de contrôle final délivrées par un organisme de contrôle externe et les déclarations de conformité,
- Les bordereaux de dépôt des déchets conformes au paragraphe II de l'article L541-21-2-3 du Code de l'environnement,
- et toute autre document à la demande du Maître d'œuvre.

Après remarques/corrections du maître d'œuvre sur le DOE provisoire, l'entreprise remettra le DOE définitif en 6 exemplaires papier et 1 version dématérialisée avec les plans en DWG ou PDF, dans un délai de 15 jours maximum. Un exemplaire devra être envoyé par mail à l'économiste.

Mode métré

- prestation à inclure dans les prix unitaires du marché s'il ne fait pas l'objet d'articles spécifiques.

2.1.10. PROJETS DE DECOMPTE ET CONSTATATION DES QUANTITES D'OUVRAGES EXECUTEES

Les projets de décompte mensuels et finaux seront transmis à la maîtrise d'œuvre suivant protocole décrit au CCAP, ou à défaut, suivant procédure établie lors des réunions de chantier préparatoires et retranscrite aux comptes-rendus de chantier.

En complément des projets de décompte il est demandé aux entreprises de produire les éléments suivants dans le cadre du suivi financier du chantier :

Balances financières (ou « bilans »)

Tout au long du chantier, à la demande du maître d'œuvre, production de balances financières faisant apparaître d'une part l'avancement des travaux au jour J du bilan et d'autre part le montant prévisionnel des travaux à la fin du chantier.

Les quantités devront pouvoir être justifiées par des minutes de calcul localisées sur plan à la demande ;

La balance devra intégrer tous prix nouveaux validés par ordre de service et/ou modification de marché ; les prestations modificatives encore non validées par ordre de service et/ou modification de marché seront accompagnées des sous-détails de prix et de calcul de quantités pour validation ;

Ces dispositions sont applicables aux marchés à prix forfaitaires, à prix unitaires et à prix mixtes.

Constatations des quantités d'ouvrages exécutées

Il appartient aux entreprises de donner les moyens au maître d'œuvre, par la production des documents énoncés ci-après, de contrôler les quantités réellement mises en œuvre.

Les attachements écrits et figurés ainsi produits par les entreprises, correspondent aux travaux réellement exécutés au cours du marché (ou de la tranche concernée, pour les marchés à tranches) ; ceux-ci seront notamment accompagnés d'un avant-métré détaillé justifiant le calcul des quantités ;

Liste des éléments justificatifs à joindre au projet de décompte final :

- les attachements figurés (plans côtés légendés et à l'échelle) avec repérage des parties existantes et indication des travaux réalisés ;
- les attachements écrits signés du maître d'œuvre ;
- un dossier photographique montrant les ouvrages, avant, durant et après exécution des travaux ;
- les avant métrés détaillés (ou « mémoire détaillé ») des travaux exécutés localisés avec précision et suivant la trame, poste par poste, du bordereau de prix du marché ;
- une récapitulation (ou « mémoire récapitulatif ») reprenant les résultats des avants métrés par nature d'ouvrage auxquels sont appliqués les prix du marché pour arrêter le montant global.

Sans l'envoi de ces éléments lors de la transmission du projet de décompte final, celui-ci sera vérifié sur la base des quantités qu'admettra le maître d'œuvre.

L'envoi pourra se faire par tout moyen permettant de donner une date certaine et donnant la possibilité au maître d'œuvre d'accuser réception des documents.

Ces dispositions sont applicables aux marchés à prix unitaires et à prix mixtes.